

**Séance plénière
du Conseil Général du Val-de-Marne
Lundi 9 février 2015**

Budget primitif 2015
(seul le prononcé fait foi)

Monsieur le Président,

Le budget primitif pour 2015 que vous nous présentez, en cette dernière séance de la mandature, illustre une triste réalité et un terrible bilan : **les finances de notre département ont viré au rouge!** Et cela sans mauvais jeu de mots.

Le lyrisme de votre rapport de présentation n'y change rien. Les faits sont là : l'état des finances de notre collectivité est devenu extrêmement préoccupant.

Cette dégradation accélérée, à laquelle nous assistons, est due à plusieurs facteurs.

Tout d'abord, la poussée continue des dépenses d'aide sociale obligatoires, auxquelles doivent faire face tous les Conseils Généraux de France, impactent naturellement nos propres finances départementales.

Avec une hausse de 10% cette année, la progression du RSA est particulièrement marquée.

Nous faisons le même constat que vous, Monsieur le Président. Cet accroissement important du nombre de bénéficiaires du RSA signe l'échec de la politique économique des gouvernements AYRAULT et VALLS et du Président de la République.

570.000 chômeurs de plus en 2 ans et ½ et plus de 100.000 demandeurs d'emplois dans notre département pour la 1^{ère} fois de son histoire : tel est le constat accablant et sans appel de la politique menée par la gauche au pouvoir.

La situation financière dégradée de notre département est aussi la conséquence de la baisse historique des dotations aux collectivités locales décidée par ce même Gouvernement, qui faute d'avoir le courage de réformer l'Etat, préfère étrangler financièrement les collectivités locales. C'est évidemment plus facile.

Mais, vous ne pouvez pas, Monsieur le Président, faire comme si vous n'étiez pas responsable, au moins en partie, des politiques menées par la majorité actuelle.

Car ce sont les choix et la politique d'un Président de la République pour qui vous avez appelé, vous-même, à voter.

Ce sont les choix et la politique d'un parti majoritaire, en l'occurrence le Parti socialiste, avec qui vous travaillez main dans la main dans le Val-de-Marne pour gérer notre département.

Vous fustigez en tant que parlementaire les conséquences d'une politique gouvernementale dont les plus fidèles partisans siègent dans cette assemblée au sein même de votre majorité départementale. Avouez qu'il y a une incohérence profonde, qui confine à une forme de schizophrénie politique.

Mais la situation périlleuse, Monsieur le Président, dans laquelle se trouve notre département sur le plan budgétaire et financier n'est pas le seul fait de la politique gouvernementale.

Votre propre majorité départementale porte une responsabilité directe. Vos choix budgétaires n'ont fait qu'aggraver la situation financière du Conseil Général depuis 2008.

Lors du débat d'orientations budgétaires du 15 décembre dernier, vous nous aviez indiqué que vous alliez bâtir un budget 2015 reposant sur 4 axes : un strict maintien des dépenses de fonctionnement, aucune hausse de la fiscalité sur les ménages, un recours limité à l'emprunt, et enfin le maintien d'un haut niveau d'investissement.

Au nom de notre groupe, j'étais alors intervenu pour souligner que ces orientations budgétaires ressemblaient à une sorte de **carré magique**, impossible à tenir dans les circonstances actuelles. Le budget présenté aujourd'hui nous donne raison. Je reprendrai ces axes un à un pour illustrer mon propos.

1. Le 1^{er} axe annoncé à l'époque était donc la construction d'une section de fonctionnement tendant vers le maintien strict du niveau de dépenses, hors dépenses de RSA.

Qu'en est-il exactement dans le budget ? La présentation du document budgétaire (page 10 du document budgétaire) nous fournit la réponse : les dépenses réelles de fonctionnement (hors RSA) sont évaluées pour 2015 à

1,106 milliards d'euros contre 1,096 milliards d'euros en 2014, soit une hausse de 10 millions d'euros.

1^{er} échec donc. Sauf à ce que nous n'ayons pas la même définition du «*maintien strict du niveau de dépenses* ».

Mais comment pourrait-il en être autrement ? Nos dépenses de personnel continuent d'augmenter de 5 millions d'euros (page 10 du document budgétaire) pour atteindre 359 millions d'euros pour 2015 (NB montant de 366 M€ indiqué dans le rapport page 20), soit une évolution certes limitée à +1,4% mais qui reste supérieure à l'inflation attendue pour 2015 par le Gouvernement (+0,9%).

Nous avons surtout des dépenses de personnel – je le précise hors crèches départementales (76 crèches collectives qui représentent environ 66 millions d'euros de dépenses annuelles) – largement plus élevées que les départements de taille comparable au nôtre. Nous dépensons 50 millions d'euros par an de plus que la moyenne des départements de plus d'un million d'habitants.

Par ailleurs, alors que nos dotations diminuent, vous avez fait le choix, sans doute pour des raisons électoralistes, mais à l'encontre de toute logique de maîtrise de nos dépenses, d'augmenter encore les subventions de fonctionnement de +2 millions d'euros. Ces subventions vont ainsi passer de 45 millions d'euros à 47 millions d'euros. (page 18 du rapport de présentation).

Dans l'état actuel des finances départementales, nous considérons que ces choix ne sont pas responsables.

2. Vous annoncez comme 2^{ème} axe dans le D.O.B. 2015 la limitation du recours à l'emprunt.

Vous vous rappelez que lors de l'examen du D.O.B., nous avons signalé que votre rapport ne comportait aucune mention sur «*l'évolution et les caractéristiques de l'endettement du département*» contrairement aux dispositions prévues dans le C.G.C.T.

Dans votre rapport de présentation budgétaire, de nouveau, le montant de l'encours de notre dette n'est pas mentionné, et ce contrairement à toutes les années passées où il était systématiquement précisé.

L'encours de la dette est donc visiblement devenu un sujet tabou pour la majorité départementale ... et pour cause. Il faut avoir la curiosité de chercher la bonne page - que dis-je ? - la bonne annexe, à la page 109 du document budgétaire, pour trouver la réponse, en tout petit.

L'encours de la dette départementale s'élevait au 1^{er} janvier 2015 à 737 millions d'euros contre 641 millions d'euros au 1^{er} janvier 2014. En un an, notre endettement a donc bondi, mes chers collègues, de 96 millions d'euros (+ 15% en un an).

Et la situation va s'aggraver puisque la prévision de tirage d'emprunt pour 2015 devrait grimper l'endettement départemental de 118 millions d'euros supplémentaires (159 millions d'euros - 41 millions d'euros = 118 millions d'euros).

Où est donc, Monsieur le Président, la limitation du recours à l'emprunt que vous aviez promis aux Val-de-

Marnais ? C'est en réalité exactement le contraire que vous proposez. Il y a là une forme de fuite en avant extrêmement dangereuse pour notre collectivité.

C'est un échec patent. Non seulement la hausse de notre dette depuis 6 ans est spectaculaire (70% de plus depuis 2008, soit +304 millions d'€) mais qui plus est le phénomène s'accélère.

A ce rythme, nous allons droit dans le mur !

Alors, bien entendu, ce recours massif à l'emprunt vous permet de maintenir l'effort départemental d'équipement sans mettre en œuvre une réelle politique de maîtrise des dépenses de gestion courante du département.

3. C'était votre 3^{ème} axe annoncé dans le D.O.B. : le maintien d'un haut niveau d'investissement.

Mais là encore, la réalité est largement à nuancer et à mettre en perspective. Le fort recours à l'emprunt facilite certes l'inscription d'un volume prévisionnel de 199 millions d'euros au B.P. 2015 (page 22 du rapport de présentation budgétaire) contre 195 millions d'euros au B.P. 2014 pour les dépenses d'équipement (+4 M€).

Pour mémoire, il convient d'abord de rappeler que ce montant de dépenses d'équipement réalisé sur l'exercice était de 272 millions d'euros en 2008 et encore de 204 millions d'euros en 2012. Cet objectif annuel de 199 millions d'euros s'inscrit donc plutôt, dans la perspective d'une baisse régulière et progressive de l'effort d'équipement du département en faveur des val-de-marnais.

Mais, il faut surtout souligner que pour accroître de 4 millions d'euros les dépenses d'équipement en 2015, nous allons devoir emprunter 22 millions d'euros de plus que l'an dernier. Voilà la réalité budgétaire de notre département. Cela traduit mieux que tous les discours l'impasse dans laquelle nous nous trouvons.

Et, comme cela ne suffit pas, vous devrez cette année augmenter très fortement les cessions foncières. Elles seront en hausse de 16 millions d'euros en 2015 (23 M€) par rapport à 2014 (7 M€) (page 9 du document budgétaire).

Dans l'urgence, nous allons donc vendre des biens départementaux (au Perreux-sur-Marne, à Fontenay-sous-Bois, en Seine-et-Marne) sans aucune réflexion en amont sur une réelle politique de valorisation de ces actifs.

Vous êtes contraints de la faire pour boucler le budget. Vous vendez les bijoux de famille.

Mais ce type de solution, ce type de ressources, chacun le sait, n'est qu'un fusil à un coup. Comment pourra-t-on, dans l'avenir, quand nous aurons tout cédé, maintenir un effort d'équipement nécessaire au bien vivre des Val-de-Marnais ?

4. Enfin, le 4^{ème} et dernier axe annoncé dans le D.O.B. était le non recours en 2015 à une augmentation de la fiscalité en direction des ménages.

La proximité des élections départementales du mois de mars n'est pas étrangère à cet objectif.

Mais comme nous l'avons souligné lors de notre débat en décembre, **votre refus d'une part de maîtriser les dépenses courantes et votre choix délibéré d'autre part de laisser filer l'endettement ne peuvent conduire inexorablement, demain, qu'à une forte augmentation de la fiscalité départementale vis-à-vis des ménages, si rien ne change dans la manière de gérer notre Département. La hausse de la dette n'est qu'une hausse différée de la fiscalité.**

Sans réorientation de notre politique budgétaire, le choc fiscal pour les Val-de-Marnais risque d'être demain douloureux.

C'est donc sur un triple échec de votre politique financière que s'achève le mandat avant les élections départementales de mars prochain :

1. l'échec quant à la maîtrise des équilibres financiers du budget départemental entre recettes et dépenses. Une évidence qui se traduit par la dégradation très inquiétante de notre niveau d'autofinancement départemental, qui est passé de 109 millions d'euros en 2008 à 78 millions d'euros en prévisionnel l'an prochain.

2. l'échec quant à la maîtrise de nos dépenses de fonctionnement hors RSA faute de réelle volonté politique d'optimisation. Elles auront progressé de près de 20% entre 2008 et 2015.

3. l'échec particulièrement retentissant concernant la maîtrise de notre endettement, qui explose littéralement, pénalisant de façon durable l'avenir et la capacité de notre département à agir.

La situation des finances de notre département est donc bien sombre. La raison en est simple. Face à la montée inexorable des dépenses sociales et face à la baisse drastique des dotations de l'Etat, vous avez décidé de ne rien changer, de continuer comme avant, de ne faire aucun choix.

Cette attitude n'est pas responsable car vous vous livrez aujourd'hui à une fuite en avant qui va se heurter, et on en est désormais très prêt, à une réalité budgétaire extrêmement brutale.

Cette situation nous inquiète pour les Val-de-Marnais comme pour les agents départementaux.

Pour notre part, nous ne fuirons pas nos responsabilités, en particulier si les Val-de-Marnais nous accordent leur confiance en mars prochain.

Nous le disons clairement : notre département doit aujourd'hui réduire ses dépenses. Non pas ses dépenses d'investissement mais ses dépenses de fonctionnement. C'est impératif si nous voulons retrouver des marges de manoeuvre, éviter une hausse brutale de la fiscalité et préserver durablement la capacité d'agir de notre département en faveur de l'ensemble des générations de Val-de-Marnais.

Cela passe donc nécessairement par la baisse de certains budgets. Le budget communication évidemment. Ce n'est pas le plus compliqué surtout que notre département n'est pas avare la matière.

Sans doute faudra-t-il aussi réduire notre effort en matière de coopération décentralisée. Quand les choses sont difficiles, il est naturel de recentrer les moyens au profit des Val-de-Marnais.

Cela passera nécessairement par une revue des subventions aux associations. Mais soyons clairs : il ne s'agit en aucun cas de toucher aux subventions aux associations sportives, culturelles, caritatives ou sociales qui agissent sur le terrain, dans nos villes et nos quartiers. Cet effort doit être maintenu.

En revanche, le Val-de-Marne accorde des budgets considérables à des associations dont l'utilité et l'activité nous paraissent sujet à caution. Je prends un exemple très clair : l'activité de la biennale des poètes ne justifie pas à nos yeux l'attribution d'un budget par le département de 233 000€ par an. Ce qui est considérable.

Autre exemple et pour des raisons différentes, accorder également 210 000€ par an à la Ligue de l'Enseignement du Val-de-Marne nous paraît excessif. Une association qui affiche 15 millions d'euros de ressources annuelles et qui dispose d'une trésorerie de 672 000 € et des placements lui rapportant près de 163 000 € par an peut comprendre que nous réduisions, au moins temporairement, nos subventions.

Je pourrai ainsi multiplier les exemples, y compris à propos d'associations dont la proximité avec l'Exécutif départemental est notoire.

Naturellement, la question d'une vraie optimisation de la gestion du personnel départemental devra être

posée. Car vous nous dites depuis des années faire des efforts d'optimisation. Permettez-nous d'en douter. Car il n'y a aucun résultat probant. Les dépenses de personnel ne cessent de croître : +22,2 % depuis 2008 ! Soit plus de 66,6 millions d'euros en 7 ans.

Dire cela, ce n'est en aucun cas s'attaquer aux agents départementaux et encore moins à la qualité de leur travail. Bien au contraire, c'est leur tenir un langage de vérité et de responsabilité. Tout le monde a conscience que le Val-de-Marne ne pourra pas dans le contexte actuel avoir indéfiniment des dépenses de personnel, hors crèches départementales, supérieures tous les ans de 50 millions d'€ par rapport aux départements de taille comparable.

La situation actuelle des finances de notre département aujourd'hui très fragilisées, nous impose la lucidité et exige d'avoir le courage de faire des choix.

Agir autrement, c'est-à-dire laisser aller les choses, laisser filer les dépenses, laisser filer dette, comme le fait aujourd'hui la majorité départementale, c'est obérer l'avenir de notre département, de ses agents et de ses habitants.

Pour toutes ces raisons, notre groupe UMP Val-de-Marne Autrement ne votera naturellement pas ce projet de budget 2015.

Je vous remercie.

Olivier CAPITANIO

Président du groupe UMP Val de Marne Autrement